

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Zaire

RECU DES MERCENAIRES

La contre offensive des
troupes zaïroises au Shaba

aurait déjà fait reculer les mercenaires prosoviétiques de près de 20 kilomètres. La ville de Mutshasha, située à environ 120 kilomètres de Kolvezi, tombée aux mains des agresseurs au début de leur invasion, est désormais pratiquement encerclée par les forces armées zaïroises. Deux prisonniers Katangais capturés au cours des affrontements de ces derniers jours ont été présentés à la presse à Kinshasa, ainsi que deux caisses d'armes et de munitions portant des inscriptions en russe et en portugais. Parmi ces armes figurent notamment des fusils soviétiques Kalachnikov. Les prisonniers ont confirmé qu'ils venaient de camps d'instruction situés en Angola et fait état de la démoralisation qui règne dans les rangs des mercenaires depuis que leur chef N'bumba, qui jusqu'à récemment vivait encore à Moscou a déserté le front pour se réfugier dans la capitale angolaise.

● Méditerranée

BRUTALE INTERVENTION POLICIERE CONTRE LES PECHEURS



les vedettes de la police agressant les pêcheurs

Les pêcheurs méditerranéens bloquaient depuis mardi l'accès des principaux ports de la côte, notamment ceux de Marseille, Bandol, Le Brusq, Ajaccio et Bastia. Parmi eux se trouvaient de petits patrons pêcheurs mais aussi de simples artisans disposant comme seul outil de travail d'une modeste barque. Ils entendaient ainsi attirer l'attention sur leur situation de plus en plus difficile.

Le mouvement entraînant de sérieuses difficultés pour les bateaux de plaisance et le grand trafic maritime, le gouvernement n'a pas hésité à faire donner ses flics.

A Marseille, les sommations de lever les barrages obstruant les accès au port sont restées sans écho.

Mercredi, en début d'après-midi, après avoir coupé les ancres avec des cisailles, sous la protection de puissants jets d'eau, les flics ont brutalement brisé

les barrages. De nombreux bateaux de pêche ont été endommagés au cours de ces opérations, ce qui a causé une grande colère parmi les pêcheurs.

De plus tous les chalutiers ont été verbalisés par l'administration du port. Les mêmes scènes se sont reproduites à Bandol, au Brusq, à Sanary et à la Ciotat.

A Ajaccio, un bateau éperonné par une vedette de la police a dû rentrer d'urgence au port pour ne pas couler. Malgré les puissants jets d'eau qui arrosaient les pêcheurs, ceux-ci n'ont pas cédé. Les policiers ont dû rentrer bredouilles, l'occupation du port se prolongeant jusqu'au soir.

Par ailleurs, de nombreuses interventions policières se multiplient contre les ouvriers grévistes occupant les usines. Deux nouveaux ordres d'évacuation viennent d'être pris contre les grévistes de l'usine Orlac-Gila (Isère) et Massey-Ferguson (Beauvais).

L'ampleur de la répression témoigne de celle des luttes, et notamment des occupations qui se multiplient pour refuser les licenciements, et impose la mise en place de mesures efficaces d'auto-défense ouvrière.

L'agression d'inspiration soviétique dont le Zaire est actuellement victime, fait réfléchir de nombreux pays africains. Le président Sénégalais vient de révéler qu'un projet d'accord de défense est à l'étude dans le cadre de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO). La CEAO regroupe actuellement la Côte d'Ivoire, le Mali, la Haute Volta, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le président sénégalais a rappelé : « Les puissances doivent s'interdire d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Afrique. Nous devons pouvoir régler nous-mêmes nos propres problèmes. »



Editorial

Reactualisation du Programme commun

Les paroles et les actes

Fiterman, du Bureau politique du PCF, a donné mercredi un aperçu des « orientations et propositions essentielles » de son parti pour la mise à jour du Programme commun :

- SMIC à 2 200 F pour 40 h
- resserrement du bas vers le haut de l'échelle des salaires
- impôt moderne sur le capital des sociétés, sur les grosses fortunes.
- abaissement de l'âge de la retraite, 5 semaines de congés payés, réduction progressive de la durée du travail (objectif 35 heures).
- plus de moyens pour résoudre le problème du chômage
- réformes pour obtenir « l'assainissement nécessaire et les moyens d'une nouvelle croissance ».

Le document insiste aussi sur « les libertés ». Tout cela est bien séduisant, quoique fort vague sur des points aussi importants que l'emploi par exemple. Mais (puisqu'il faut actualiser) que font donc actuellement les promoteurs de ces belles propositions ?

De ce point de vue, les faits ne laissent guère de doute :

- Resserrement de l'éventail des salaires ? La CGT (dont le PCF contrôle la direction) s'est depuis longtemps faite la championne des augmentations hiérarchisées, en pourcentage.
- SMIC à 2 200 F ?

C'était justement la revendication des travailleurs de Félix Potin que l'Humanité dans ses colonnes faisait reprendre dès lundi (avant même qu'ils se soient seulement prononcés à ce sujet) et dans le dos desquels les permanents CGT du Commerce avaient négocié pour 1 800 F !

- Liberté ?

Ils sont les premiers à appeler au renforcement de la police dont on connaît la fonction en la matière (voir ses activités contre les immigrés, contre les travailleurs occupant leurs usines, contre les jeunes, appelés pour l'occasion délinquants...) ; ils excluent de la CGT ceux qui ont quelques désaccords avec eux,

et ils y monopolisent le droit d'expression ; ils font vider, par nervis interposés, comme des patrons qu'ils sont déjà, les journalistes des Editions Vaillant en lutte pour leur emploi.

La liste qu'on pourrait dresser des faits qui montrent que leurs actes sont contraires à leurs promesses serait interminable : nos colonnes ont chaque jour l'occasion d'en faire état, et des travailleurs de plus en plus nombreux en font directement l'expérience.

Alors ? Alors, les législatives approchent. Il s'agit d'attirer le maximum de suffrages : de ce point de vue, le Programme commun devait de toute évidence être réactualisé, face au train de réformes que Barre va bientôt annoncer, et qu'on peut prévoir également plein de belles promesses.

Au sein de l'Union de la gauche, le PCF, qui prend l'initiative de présenter ce catalogue alléchant, se fait de plus à bon compte le « grand défenseur des intérêts des travailleurs »...

Mais avec les législatives, vient aussi la perspective pour la gauche de prendre la direction des affaires. Cela suppose, pour surmonter la crise, dans le cadre du système capitaliste, le renforcement de l'exploitation des travailleurs : c'est la réalité qu'en période électorale, tous les plans cherchent à cacher, avec plus ou moins de bonheur...

Face à 400 patrons, au prochain forum de l'Expansion, Marchais aura l'occasion de parler chiffres, intérêt national, rentabilité, redéploiement et redressement de l'économie française. Comme moyen pour y parvenir, outre « l'appui » des travailleurs auquel il prétend, il pourra leur présenter la proposition de son parti de « réorienter les échanges extérieurs », autrement dit de faire appel à « l'aide » de l'URSS, ce grand pays si « généreux » qui ne demande rien en échange... que la soumission à ses intérêts de superpuissance !

Ainsi, cette réactualisation met-elle avec force à l'ordre du jour l'urgent développement de la lutte de masse, contre les méfaits du capitalisme (jusqu'à son renversement par la Révolution prolétarienne) et pour la défense de l'indépendance de notre pays !

MANIFESTONS

tous à 10 H, place
de la République
Le dimanche 1er mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l), DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE



• Villeneuve (Grenoble) Les difficultés des travailleurs médicaux du Centre de santé

Une équipe de 50 travailleurs médicaux progressistes essaie depuis quatre ans de faire fonctionner ce centre de santé d'un type nouveau : médecine au service des habitants d'un quartier, consultation d'une demi-heure équipe pluridisciplinaire, médecins évitant les rapports hiérarchiques avec le reste du personnel, recherche sur la prévention à partir de l'expérience et de la pratique, usagers n'ayant à payer que le ticket modérateur pour les soins (ce qui est très apprécié des travailleurs).

Mais, en face, il y a les institutions bourgeoises qui détiennent l'argent (Caisse mutualiste, Sécurité sociale entre autre), la politique médicale de profit capitaliste, la rivalité de pouvoir PS/PC à la mairie (membre du conseil d'administration du centre).

La Caisse mutualiste accepte mal son mode de fonctionnement (elle a pourtant signé le projet) et la Sécurité sociale contrôle sévèrement le budget souvent déficitaire : on ne peut pratiquer une médecine humaine en pays capitaliste et équilibrer son budget.

En 1975, la maison médicale (c'est ainsi qu'on appelle le centre) a failli devenir un cabinet médical semblable à ceux de la médecine libérale. Mais devant la mobilisation de la population, sensible à l'utilité du centre, la Sécurité sociale a cédé sous la pression populaire, accordé des délais de paiement et le maintien du tiers payant.

Toutefois malgré cette victoire pour les travailleurs médicaux, elle s'est réservée une garantie importante : le tiers payant serait maintenu au centre de santé de Villeneuve à l'exclusion de tout autre centre qui pourrait se créer. D'où la nouvelle dénomination imposée à l'issue de la lutte : association du centre et non plus association des Centres de santé.

La maison médicale continue, mais les difficultés sont innombrables pour l'équipe.

Elles sont d'abord d'ordre économique et politique : en proie aux contradictions du système, le centre est ouvert à toute la ville de Grenoble pour son service de radiologie et son laboratoire, mais ouvert uniquement au quartier pour ses généralistes.

Analyses et radios assureraient l'équilibre budgétaire car les médecins ne sont pas « rentables ».

Or les médecins libéraux ne sont pas disposés à envoyer leurs « clients » à la maison médicale pour les analyses et radios.

Le travail social effectué par l'équipe auprès de la population, (réunion, mini-conseil, campagnes d'informations) n'est pas pris en compte par la Sécurité sociale ni par la Caisse mutualiste, pas plus que les visites de groupes, les réunions de travail, la formation au travail médical des hôtesse, les films réalisés par l'équipe, etc.

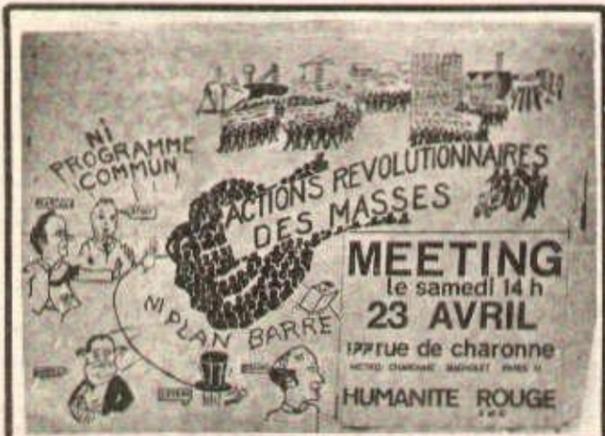
Ne nous leurrions pas : aujourd'hui, la médecine n'est pas l'affaire de la population ni d'une équipe médicale honnête.

Elle est l'affaire des marchands de médecine, des placiers en médicaments, des trusts pharmaceutiques, des patrons-médecins qui spéculent sur la santé des travailleurs. Seulement, ils ont compté jusqu'à présent sans ces travailleurs qu'elle méprise, sans cette nouvelle génération de travailleurs, conscients du vrai rôle de la médecine.

Et la médecine bourgeoise s'affole quand elle voit des expériences telles que celles-là.

Comment ? des médecins qui discutent avec les malades ! qui forment des dactylos à certaines techniques médicales ! qui font participer les habitants à leurs réunions !

Correspondante HR



Les interventions de la JCMLF et de l'Humanité rouge porteront sur :

- l'hôpital Saint Antoine
- la situation au Zaïre, etc...

Il y aura divers spectacles (marionnettes, théâtre...)



Solidarité avec le peuple du Kampuchéa

Samedi 16 avril, un meeting de solidarité avec le peuple du Kampuchéa démocratique s'est tenu à Grenoble à l'occasion du 2e anniversaire de la libération.

Le Kampuchéa démocratique et les relations internationales

Le gouvernement du Kampuchéa démocratique a pris une part active au mouvement de non-alignement et œuvre à sa consolidation et à son développement.

En août dernier, le vice-premier ministre Ien Sary et le président Khieu Samphan, furent respectivement présents à la conférence des ministres des affaires étrangères et à la 5e conférence au sommet des pays non-alignés tenue à Colombo.

Prenant la parole à la conférence au sommet, le président Khieu Samphan a dit : « Le Kampuchéa démocratique a fait tout son possible pour soutenir les mouvements révolutionnaires des peuples du monde et les mouvements des peuples frères du tiers monde en lutte pour l'indépendance, la liberté, la démocratie, l'amitié et le progrès social. Notre détermination est inébranlable : se tenir en toutes circonstances du côté des peuples frères du tiers monde pour s'opposer à l'impérialisme, au colonialisme et à toute intervention et agression extérieures. »

Il a aussi exprimé l'espoir que l'Asie du Sud-Est deviendra une région d'indépendance, de neutralité et de paix et que toutes les régions maritimes, grandes ou petites, deviendront les régions de paix où il n'y a aucune base militaire et aucune activité qui peut provoquer la tension et la menace dans ces régions.

Abordant les questions économiques, il a préconisé l'établissement d'un nouvel ordre économique international basé sur les principes de l'égalité et de l'avantage mutuel.

Après un exposé et film retraçant l'histoire de la lutte héroïque du peuple cambodgien, et sa victoire finale, un groupe de camarades cambodgiens ont répondu aux questions posées par les nombreux amis venus soutenir cette journée d'information.

C'était l'occasion de rétablir la vérité face aux attaques ignobles de la presse impérialiste (le Monde en particulier) qui s'acharne contre l'édification du Kampuchéa démocratique, trisque les photos de ses journaux, insulte un peuple admirable.

« La chapelle du silence s'est abattue sur le Cambodge et permet toutes les hypothèses » (France-Inter dimanche 17 avril).

Il est évident que l'impérialisme français a perdu avec le Cambodge, d'immenses intérêts, et s'il s'acharne à calomnier ce peuple qu'il a colonisé et dont il a exploité les richesses pendant 90 ans, c'est qu'il n'admet pas, que la bourgeoisie n'admet jamais que le peuple soit libéré, que le peuple soit invincible quand il s'arme.

Le peuple du Kampuchéa a combattu jusqu'au bout les colonialistes français, puis les impérialistes américains défendus par le traître Lon-nol.

Refusant toute négociation avec l'impérialisme, rejetant depuis sa libération la culture venue de l'étran-

Nous publions ici une correspondance que nous avons reçue au sujet de cette initiative du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France.

ger, nationalisant totalement l'économie de son pays, s'en tenant à la politique d'indépendance, de neutralité, de non-alignement, renouant des relations diplomatiques avec 80 pays étrangers, les réponses des camarades cambodgiens aux nombreuses questions ont permis de rétablir la vérité sur de nombreux points dont la presse bourgeoise s'était emparé.

presse occidentale vient tout juste de l'annoncer.

L'évacuation de la population de Phnom-penh, lors de la libération avait pour cause principale le manque d'eau potable. Avant de fuir, les Américains et leurs valets avaient en effet saboté toutes les canalisations de la ville.

La rééducation des anciens traîtres et fantoches ne se fait pas dans des



La production de caoutchouc a dépassé celle d'avant le coup d'Etat.

dans sa campagne de calomnie.

Non seulement la situation économique au Kampuchéa n'a rien de catastrophique, mais dans de nombreux domaines, ont été rattrapées et même dépassées les productions d'avant le coup d'Etat. Ainsi les exploitations de caoutchouc ont recommencé depuis plus d'un an, mais la

« camps de rééducation », mais par un travail à la campagne avec les paysans et en partageant leurs conditions de vie.

Il existe au Kampuchéa une grande unité de toutes les forces nationales qui ont combattu ensemble l'impérialisme US pour la construction d'un Etat démocratique et indépendant.

On comprend pourquoi, la presse bourgeoise calomnie avec tant de haine ce peuple héroïque qui par sa seule détermination, et en comptant sur ses propres forces a abattu et chassé un ennemi supérieurement armé.

La glorieuse victoire du 17 avril 1975, a été remportée grâce à la direction clairvoyante de l'Organisation révolutionnaire du Kampuchéa, la constante et invariable application de la ligne d'indépendance et de souveraineté, de compter sur ses propres forces. Voilà qui est insupportable à l'impérialisme !

En résumé, cette journée aura marqué un pas important dans la connaissance et l'amitié entre les peuples français et cambodgien.

Correspondant HR

• Zimbabwe Soutien accru à la lutte armée

Les dirigeants des deux organisations de libération, Zanu et Zapu, du Zimbabwe viennent de déclarer leur hostilité à une participation directe du gouvernement américain à la nouvelle conférence proposée

sur le problème de l'accès au pouvoir de la majorité noire.

Ils ont affirmé : « Nous n'avons pas besoin de participer à une conférence prévoyant l'ingérence des grandes puissances ». Ils ont de

même précisé qu'ils refuseraient de participer à toute conférence « avant que le gouvernement britannique ne présente des propositions précises et positives qui garantissent le transfert du pouvoir de la minorité blanche aux Africains ».

Par ailleurs, les chefs d'Etat des 5 pays de « première ligne » qui viennent de se réunir en Zambie, ont décidé d'intensifier leur aide à la lutte armée des patriotes d'Afrique australe. Le ministre zambien a déclaré

à cette occasion que le ministre des Affaires étrangères anglais, David Owen était « en retard lorsqu'il parle de paix au Zimbabwe, car nous avons tenté des négociations pacifiques et elles ont échoué ».

Il a affirmé que la Rhodésie se trouvait désormais en situation de guerre car « il ne pouvait pas y avoir de paix dans ce pays dont le premier ministre Ian Smith continue de lancer des raids contre le Mozambique et le Botswana ».



Notes de lecture

Les bouts de bois de Dieu de Sembéne Ousmane

Bien que ce livre ne soit pas récent, il est probable que peu de lecteurs le connaissent ; aussi n'est-il peut-être pas inutile de le présenter brièvement.

Sous la forme d'un roman passionnant, il retrace l'histoire de la grande grève des cheminots du Dar-Niger au Sénégal et au Mali, dominés à l'époque par les colonialistes français.

Durant près de six mois, c'est toute la population africaine de la région du chemin de fer qui s'est battue contre le patronat blanc. Ce dernier, imbu de ses préjugés racistes et colonialistes, réprime la grève avec tous les moyens dont il était capable : tentative d'affamer la population, utilisation de la troupe qui assassina et blessa de nombreuses personnes, et la tor-

ture dans les bagnes.

Sembéne Ousmane raconte comment, malgré le poids des anciennes coutumes, les femmes entrèrent dans la lutte à leur tour, ainsi que les enfants. Ce combat de toute la population se termina par une victoire, mais surtout, il marqua une étape dans la prise de conscience anticolonialiste. Comme l'indique l'auteur, «les hommes et les femmes qui, du 10 octobre 1947 au 19 mars 1948, engagèrent cette lutte pour une vie meilleure, ne doivent rien à personne : ni à aucune «mission civilisatrice», ni à un notable, ni à un parlementaire. Leur exemple ne fut pas vain : depuis, l'Afrique progresse».

Un lecteur

*Édition Presse-pocket - 7,50 F
En vente aux herbes sauvages

A Europe 1

«Le temps béni des colonies»

Tous les samedis à Europe 1 on peut écouter «l'histoire d'un jour». Une poignée de réactionnaires qui voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers vient bavarder sur le micro d'un poste périphérique.

Les sujets choisis en disent long : d'abord la guerre d'Algérie programmée sur plusieurs semaines. Ce fut l'occasion d'écouter le fasciste Jouhaux ex-dirigeant de l'OAS expliquer tout ce qu'il n'avait pas pu dire à son procès et faire l'apologie de cette sale guerre colonialiste.

Voilà que maintenant, l'auteur de l'émission récède et en rajoute avec la guerre du Vietnam de 46 à 54. Bien sûr, cette émission se veut authentique et objective, etc. En fait, ce qu'on entend surtout, c'est Bodard. Bodard, un écrivain réactionnaire, plumeur de Paris-Match, qui vient décrire la «grandeur et la bravoure» des légionnaires.

Ce larbin des fantômes qui regrette «le temps béni des colonies» à une façon de parler saccadée, quasiment hystérique, et ne peut dissimuler son racisme il parle des «viets» pour désigner les maquisards du Vietnam, il décrit toujours les vietnamiens comme une foule d'êtres fourbes.

Le but de l'émission, c'est d'inculquer aux travailleurs la conception bourgeoise de l'histoire, de nier le courant irréversible de la lutte des peuples. Si Thierry d'Argenlieu, avait su négocier avec Ho-Chi-minh en 1946, peut-être qu'on aurait sauvé les meubles, s'il n'y avait pas eu le bombardement d'Haiphong, on n'aurait pas eu la défaite de Cao-Bang... Si de Lattre De Tassigny n'était pas mort si rapidement, sûrement lui !...

En fait, tout cela n'aurait rien changé, le peuple vietnamien et les peuples d'Indochine ont toujours refusé l'occupation colonialiste française. La résistance a commencé dès le début de l'occupation : que ce soit les grands mouvements contre l'occupation de 1847 à 1898 lutte des paysans contre l'impôt en 1908 puis les grèves ouvrières de 1925 à 1936. Dès 1930 avec la fondation du Parti communiste d'Indochine par Ho-chi-minh, la lutte a pris une ampleur nouvelle.

Le peuple vietnamien qui avait chassé les envahisseurs japonais allait lutter jusqu'à la victoire les armes à la main. Que cela plaise ou non à Bodard, la guerre du peuple est invincible ! Les peuples du tiers monde le démontrent tous les jours.

MEETING

de solidarité à la lutte du peuple guadeloupéen,
organisé par l'Association générale des étudiants
guadeloupéens (A.G.E.G.)
LUNDI 25 AVRIL A 19 H
44 rue de Rennes
Métro St-Germain-des-Près

Le PCF et les immigrés

Une logique patronale

S'appuyant sur un rapport gouvernemental, l'Humanité du 20 avril répond à Monory, ministre de l'Industrie qui préconise de renvoyer les immigrés chez eux pour résoudre les problèmes du chômage. La logique du PCF est typiquement une logique bourgeoise, patronale.

L'article de l'Humanité part du point de vue suivant : «le renvoi des travailleurs immigrés ne créerait pratiquement pas d'emplois». L'article se termine même par cette phrase : «Mais aucun emploi ne serait créé grâce à leur départ». Vous avez bien lu : «grâce à leur départ».

Premier argument que le PCF reprend du rapport gouvernemental : «les immigrés participent activement à la production» et «la présence des immigrés n'est pas un frein à la modernisation». Deuxième argument : le départ des immigrés affecterait «la compétitivité de l'économie globale», «la principale conséquence serait un déficit accru du commerce extérieur». L'article joint le commentaire suivant : «Cela ne saurait manquer de restreindre encore la produc-

tion et donc par ce biais d'augmenter les suppressions d'emploi».

La conclusion est la suivante : «Cette étude prouve donc qu'en réalité l'économie du pays n'a rien à gagner d'un départ des travailleurs immigrés. Même pas les finances publiques» (!).

Il n'est donc pas exagéré de dire que le PCF accepte que les travailleurs immigrés restent en France parce que leur travail (et on sait que leur exploitation est des plus dures) est rentable pour l'économie française, pour l'économie capitaliste. Telle est la logique de ces nouveaux bourgeois que sont Marchais et compagnie. Et si, une fois la gauche au pouvoir, les mêmes découvraient que les immigrés ne sont plus rentables... que feraient-ils, croyez-vous ?

nouvelles intérieures

Aux diffuseurs du bi-mensuel

Une grève des PTT devant avoir lieu le jeudi 28, nous demandons à tous les camarades diffuseurs de province - et particulièrement des villes proches de Paris - qui le peuvent, de venir eux-mêmes prendre livraison de leur commande du No 4 de l'Humanité rouge bimensuel à notre imprimerie, à partir du jeudi 28. Nous demandons également à tous ceux qui pourront effectuer ce déplacement d'en avertir immédiatement notre administration en téléphonant au répondeur (202 18 29) pour annoncer leur venue.

Une diffusion par porteur spécial sera organisée pour toutes les grandes villes de province qui ne pourront effectuer ce déplacement avant le dimanche 1er Mai.

Nouvelle agression dans le Marais

Mardi après-midi profitant de l'absence de la plupart des habitants, les employés-videurs de la RIVP (Régie immobilière de la Ville de Paris) sont arrivés Quai de l'Hôtel de Ville aux Nos 70-72 et ont commencé à démolir des cloisons dans des appartements encore occupés.

Ils ont vidé tout le mobilier, jetant les vêtements, les valises à travers les escaliers et saccageant tout. Ils ont muré une partie des logements et ont promis

de revenir jeudi matin et de mettre tout le monde dehors. Certains locataires n'ont même pas reçu de préavis et tous sont révoltés par de telles méthodes fascistes.

A l'un des locataires qui s'affirmait bien décidé à garder sa famille dans son logement, ils ont dit «Dépêchez-vous de déguerpir parce qu'on va couper l'escalier». L'intercomité du Marais a mobilisé les habitants pour faire face à toute nouvelle agression.

Sidérurgie Lorraine (4)

Occupation des usines !



L'enjeu de la lutte des ouvriers et ouvrières, de tous les travailleurs lorrains est important : c'est le droit pour toute une région de travailler et de vivre. Aussi le réflexe d'un ouvrier sidérurgiste d'Usinor-Thionville qui ap-

prend que sa boîte va fermer, ce n'est pas de dire : «Je voterai à gauche aux législatives», c'est de dire «Il faut se battre, il faut lutter». Ce qui vient à l'esprit, c'est la grève, c'est l'occupation.

prend que sa boîte va fermer, ce n'est pas de dire : «Je voterai à gauche aux législatives», c'est de dire «Il faut se battre, il faut lutter». Ce qui vient à l'esprit, c'est la grève, c'est l'occupation.

puisque il travaille à Usinor depuis 20 ans, et qu'il fut le dirigeant de la grève de 1967 :

«L'occupation des usines est une vieille tradition. Quand les travailleurs se sentent gravement menacés, ils occupent leurs usines, sans avoir besoin d'un vote à bulletin secret.

«Nous devons en discuter ensemble et prendre la décision ensemble. Certaines organisations disent : "Nous irons jusqu'à occuper l'usine, si les patrons veulent la démonter". C'est se moquer du monde, car les patrons savent attendre de nous avoir chassés de l'usine avant de démonter quoi que ce soit.

«D'autres disent : "Occuper l'usine ? Mais le patron ne demande que ça !" C'est de l'intox, c'est un bobard patronal propagé par ceux qui veulent bien défilé dans la rue, mais qui se défilent quand il s'agit de passer à l'action dans l'usine».

Les travailleurs d'Usinor ne sont pas seuls, même si les directions syndicales les trahissent. Les travailleurs ont avec eux tous les travailleurs lorrains, toute la population même, qui voit avec la disparition d'Usinor la mort de la région. Alors les «journées de lutte» ne suffisent plus, les «délégations à l'Assemblée nationale» non plus ! Pour gagner il est deux mots clés : UNITE et LUTTE !

C'est en prenant elle-même sa lutte en main et en organisant l'unité la plus large que la classe ouvrière d'Usinor Thionville fera reculer la bourgeoisie.

FAUT-IL OCCUPER ?

Voici ce que répond un ouvrier marxiste-léniniste d'Usinor-Thionville, qui est bien placé pour cela,



● Carcassonne

Mineurs en grève depuis 3 semaines

Les ouvriers des usines et mines de Salsigne dans l'Aude ont bloqué mardi plusieurs trains en gare de Carcassonne.

Ils sont montés dans les wagons pour distribuer des tracts et expliquer les raisons de leur mouvement, notamment la suppression de prime qui les priverait d'une partie de leur salaire.

● Raffinerie Elf d'Ambes (Gironde)

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi après-midi à Ambes (Gironde) leur opposition à la fermeture envisagée de l'unité de distillation de la raffinerie Elf de la localité, ce qui entraînerait la suppression de quelque 240 emplois sur les 417 existant actuellement.

Les manifestants - des salariés de la raffinerie et leurs familles ainsi que des délégations d'entreprises de la région - ont défilé dans les rues d'Ambes, avant de tenir un meeting sur une place de la localité durant tout le temps de la manifestation, les commerçants d'Ambes ont tenu leurs rideaux baissés.

Les salariés de la raffinerie ont observé mercredi leur 33e jour de grève.

● Boisenvil - Brest

Appel à la solidarité

Depuis plusieurs années Boisenvil exploitait durement ses ouvriers (85 % femmes). Des conditions de travail moyennageuses (dans la boue, le courant d'air perpétuel, sans aucune sécurité ni hygiène, un seul lavabo dans le vestiaire...)

Alors que pour faire face à cette terrible exploitation, une jeune section syndicale CFDT se montait (trois mois d'existence), Boisenvil déposait son bilan. 39 personnes étaient licenciées.

Les 22 ouvrières et ouvriers de la section décident d'occuper le vestiaire (seul endroit à peu près habitable) pendant les heures de travail tous les jours.

Ils se battent pour la reprise de tous avec le maintien des avantages acquis.

Il y a peu d'espoir de reprise rapide. Aussi la question du soutien est-elle posée concrètement.

Encore une nouvelle conséquence de la politique anti-ouvrière et antipopulaire du plan Barre.

Les travailleurs de Boisenvil vaincront ! soutenons-les !

Correspondant HR

Après discussion avec les licenciés de Boisenvil (entreprise de fabrication de cageots).

● Colmar

Une victoire pour les travailleurs de SCHLUMPF

Le tribunal de Colmar, (Cour d'appel) a estimé le juge des référés incompétent pour statuer sur l'ordonnance d'évacuation du musée Schlumpf à Mulhouse.

Plusieurs centaines de travailleurs du groupe Schlumpf manifestent dans le même temps dans les rues de Colmar.

Parmi les raisons invoquées par le tribunal on note «le grave désordre public qu'entraînerait l'évacuation du musée d'automobiles».

Voilà la preuve que les travailleurs ont 100 fois raison d'occuper ce musée !

COMMUNIQUE

Après avoir effectué leurs 11 semaines de stage en situation dans la circonscription lilloise, 5 normaliens, élèves-maitres en formation, se sont vus attribuer en bilan de stage, des notes compromettant, voire même éliminant toute possibilité de passer leur examen de fin d'année (CFEN). Or, parmi leurs rapports d'inspection, aucun ne portait une note éliminatoire. Quelle est donc la justification de cette «note bilan» ?

Quelle est donc la valeur d'une formation qui aboutit à un échec de 46 % des normaliens de la promotion précédente ?

La notation est en fait un licenciement déguisé et une preuve de la répression devenue habituelle à l'école normale de Lille.

Face à cette répression, les Normaliens sont déterminés à défendre leurs justes revendications et exigent la suppression des notes éliminatoires.

Section SGEN - CFDT et non syndiqués de l'école normale de Lille

● Nantes - Dubigeon

Quolibets pour les élus de gauche

On connaît les graves menaces qui pèsent sur l'emploi (dans ce département qui compte déjà près de 25 000 chômeurs déclarés) notamment dans la construction navale.

Aussi, comme partout, les états-majors des partis de gauche s'agitent beaucoup pour avaliser le mécontentement et la volonté de lutte et s'en servir de tremplin pour le pouvoir, chacun cherchant à tirer la couverture à soi : Mais ça passe mal !

Ainsi Chenard, nouveau maire PS de Nantes est venu, à l'occasion d'un débrayage à Dubigeon, apporter

son «soutien»... et recevoir sifflets et quolibets, et pas seulement des rangs cégétistes !

Même accueil à une délégation d'élus PCF eurubannés de bleu-blanc-rouge lors de la dernière «journée d'action» de la métallurgie (l'un d'eux, adjoint à un maire révisionniste, fut même accroché sérieusement par un métallo).

Ils se firent traiter de «récupérateurs» !

Au niveau des formes de lutte, les révisionnistes qui dirigent la CGT ont récemment subi de très sérieux revers.

Ils avaient refusé de s'associer à l'occupation de la Chambre de commerce la semaine dernière et lors d'un vote où tous les travailleurs eurent à se prononcer (contre leur volonté : ils avaient essayé d'imposer leur point de vue en intersyndicale) sur les formes de lutte, les propositions CFDT obtinrent 80 % des voix, celles de la CGT 15 % !

Les travailleurs sont certes encore trompés mais la sourde colère qui cherche aujourd'hui sa cible ne tardera pas à y inclure les pontes des partis de gauche !

Congrès constitutif du syndicat local CGT métaux de Bordeaux Sud-ouest

Encadrement de type fasciste

Après plusieurs tentatives, décisions fermes, reportées, ce congrès s'est tenu dans une usine de Bordeaux-Sud occupée depuis plus de 10 mois et vidée pour l'occasion (comme ça, pas «d'emmerdeurs» possibles).

Le secteur que regroupe ce nouveau syndicat comprend plus de 20 boîtes : sept seulement étaient présentes dont cinq sections sous la main mise PC !

C'est dire que les initiatives des pontes de l'USTM ne soulèvent pas l'enthousiasme ! Ils avaient tout fait

pourtant pour que ça marche : jusqu'à diffuser (par-dessus la tête des délégués) auprès des syndiqués des boîtes absentes des réunions préparatoires un tract sous enveloppe au nom de ceux susceptibles de venir.

Quant au contenu «des travaux» de ce congrès, il est fort inquiétant : ainsi les statuts donnent le feu vert à l'exclusion de tout syndiqué en désaccord avec la ligne des dirigeants syndicaux.

Après avoir dit que seule la section peut demander

l'exclusion, ces statuts ajoutent : «il s'agit de motifs extérieurs à l'activité de la section, le secrétariat désigne une commission d'enquête de trois membres pris dans la commission exécutive».

Quant aux motifs extérieurs, en voici un exemple : «attaquer Ségué» !

Autrement dit, si vous dites du mal du chef, vous êtes vidés de la CGT ! Qu'est-ce que ce sera quand ces messieurs seront au pouvoir !

D'après correspondant HR

● Montoux (Vaucluse)

Après l'explosion de Ruggieri

Plus d'une semaine après la catastrophe qui a fait deux morts et plus de 20 blessés, dont des élèves du CES voisin, les travailleurs des 3 usines de feux d'artifice Ruggieri de Montoux sont en grève et les cours n'ont pas repris au CES, pourquoi ?

Parce que le danger est toujours aussi grand et même augmenté. Il a changé de place, c'est tout. En effet, la direction a réparti 20 travailleurs de l'usine Bellerive qui a sauté dans les 2 autres usines. Mais cet entassement supplémentaire de machines, de personnel et de stocks dangereux aggrave les risques d'explosion.

De plus, ces usines ne sont pas conçues pour le même travail : elles n'ont pas de murs pare-feu, pas de couverture anti-feu, pas d'extincteur dans les loges.

Pourtant tout est en règle, pour la simple et bonne raison qu'il n'existe aucune réglementation ou norme de sécurité pour la pyrotechnie qui n'est pas assimilée à une poudrerie. Cette usine utilise des chlorates très dangereux et instables, déjà interdits pour cela en Allemagne et aux USA.

La France est le premier producteur d'Europe de feux d'artifice et Ruggieri le plus gros. Ses installations étaient réputées ultra-modernes, à la pointe de la sécurité. D'après la direction, une explosion était techniquement impossible. Il devait même y avoir une délégation de techniciens qui devaient visiter ces jours-ci cette usine modèle de sécurité !

Trop tard, ce n'est plus qu'un amas de décombres !

Correspondant HR

● OREGA Orléans

Les licenciements ne se négocient pas, ils se refusent !

C'est ce qu'appliquent depuis quelques jours les travailleurs de chez OREGA à Orléans.

Après avoir pris connaissance de 66 licenciements dans leur entreprise (236 personnes), ils ont décidé en assemblée générale la grève, avec pour objectif : non à tous licenciements..

Le premier jour effectif de leur grève, ils ont, à quatre heures du matin, décidé d'enchaîner les portes de l'usine.

Et malgré les différentes provocations des cadres, véritables valets du patron, ils restent fermes et déterminés pour défendre leur emploi.

● Granville (Manche)

Succès de la soirée de soutien aux résidents Sonacotra

Dans le sud de la Manche, il existe un comité antifasciste, le CIPAF.

Ce comité est en sommeil depuis près d'un an. Quelques camarades conscients de l'importance de la lutte de nos frères immigrés des foyers Sonacotra se sont mobilisés pour proposer au comité une soirée de soutien. Ils se sont alors heurtés soit au silence, soit à l'hostilité vive de certains responsables du comité trouvant tous les prétextes pour que cette soirée ne se fasse pas, en particulier parce qu'elle pourrait nuire aux immigrés de Granville (5 ou 6 familles turques) !

Heureusement, d'autres ont soutenu à fond le projet.

Malgré toutes les intrigues, la soirée a eu lieu et c'est environ 80 personnes qui sont venues.

Un camarade a tout d'abord parlé de l'attentat raciste qui a eu lieu à Fiers en avril 1976, et des luttes menées par les 1 000 immigrés de cette ville contre les marchands de sommeil.

Puis les camarades du groupe «Octobre» ont chanté leur haine du fascisme et leur soutien à la cause des travailleurs immigrés.

Enfin, le camarade du comité de coordination des foyers Sonacotra a expliqué les conditions de vie dans les foyers et raconté le déroulement de la lutte.

Cette lutte est un exemple pour tous et une victoire contre les diviseurs. C'est de façon très concrète que le camarade a expliqué la trahison des révisionnistes se pointant dans les foyers avec la vignette de l'Humanité et essayant de distribuer gratuitement la carte de leur parti (qui ose encore s'appeler communiste).

Correspondant HR